



Assemblée générale

Distr. générale
6 décembre 2013
Français
Original: anglais

Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Rapport de la Conférence internationale des Nations Unies sur les technologies spatiales aux fins de la gestion des catastrophes: identification, évaluation et surveillance des risques de catastrophe

(Beijing, 23-25 octobre 2013)

I. Introduction

1. Dans sa résolution 61/110, l'Assemblée générale a décidé d'établir le Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER) afin de garantir à tous les pays et à toutes les organisations internationales et régionales compétentes l'accès à tous les types d'informations et de services utiles pour appuyer le cycle complet de la gestion des catastrophes, et est convenue que ce programme serait mis en œuvre par le Bureau des affaires spatiales du Secrétariat.
2. La Conférence internationale des Nations Unies sur les technologies spatiales aux fins de la gestion des catastrophes est organisée chaque année dans le cadre du programme UN-SPIDER à Beijing depuis la création du bureau d'UN-SPIDER à Beijing en 2011.
3. La Conférence traite divers thèmes en fonction des questions et des besoins actuels déterminés dans le cadre des activités de conseil technique que mène UN-SPIDER dans le but de permettre aux gouvernements nationaux d'utiliser efficacement les informations d'origine spatiale aux fins de la prévention des risques de catastrophe et des interventions d'urgence.
4. La Conférence avait porté sur les "Pratiques optimales pour la réduction des risques et la cartographie de crise" en 2011 et l'"Évaluation des risques dans le contexte du changement climatique mondial" en 2012. Le thème retenu en 2013 était l'identification, l'évaluation et la surveillance des risques de catastrophe.



5. La Conférence a rassemblé des organisations nationales qui participent à la gestion des catastrophes et produisent des informations géospatiales dans les pays où un appui consultatif technique a été ou est offert par UN-SPIDER. Des représentants du bureau régional d'appui d'UN-SPIDER et d'organisations régionales et internationales y ont été invités, de même que des experts de centres d'excellence du monde entier.

A. Contexte et objectifs

6. Malgré les progrès technologiques accomplis dans les domaines de l'observation de la Terre et des systèmes terrestres de prévision et de surveillance des catastrophes, plusieurs pays rencontrent toujours des difficultés pour évaluer et prévenir les risques de catastrophe.

7. Ces difficultés peuvent être surmontées par la création d'un mécanisme permettant d'identifier, d'évaluer et de surveiller les risques de catastrophe ainsi que d'y faire face. L'amélioration de techniques d'observation de la Terre et de l'accès à l'information d'origine spatiale offre aux responsables de la gestion des catastrophes plusieurs possibilités de mettre à profit la technologie spatiale pour gérer efficacement les catastrophes.

8. La Conférence internationale des Nations Unies sur les technologies spatiales aux fins de la gestion des catastrophes: identification, évaluation et surveillance des risques de catastrophe, tenue à Beijing du 23 au 25 octobre, a donné l'occasion d'échanger des informations sur les méthodes et les modèles les plus récents qui sont utilisés pour identifier, évaluer et prévenir les risques de catastrophe. Elle a aussi mis l'accent sur les moyens de mettre à profit les progrès techniques au niveau opérationnel pour relever les difficultés rencontrées par les autorités nationales responsables de la gestion des catastrophes.

9. La Conférence a été coorganisée par le Bureau des affaires spatiales et le Ministère chinois des affaires civiles, en collaboration avec le Département des traités et des affaires juridiques du Ministère chinois des affaires étrangères, le Département d'ingénierie des systèmes de l'Agence spatiale chinoise, le Département de la sécurité sociale du Ministère chinois des finances et l'Organisation de coopération spatiale en Asie et dans le Pacifique, et avec le concours de DigitalGlobe.

10. La Conférence a rassemblé un grand nombre de représentants de pays ayant reçu un appui consultatif technique d'UN-SPIDER, ainsi que des représentants de pays souhaitant travailler avec UN-SPIDER à l'avenir. Elle a permis non seulement de partager des connaissances, d'échanger des idées et de développer des réseaux, mais aussi de planifier les activités d'UN-SPIDER, notamment des missions consultatives techniques, des programmes de renforcement des capacités et des initiatives de sensibilisation.

11. UN-SPIDER organise ces événements pour s'acquitter du mandat et du rôle qui lui incombent au sein du système des Nations Unies, à savoir promouvoir l'exploitation de l'information spatiale. Il collabore avec des réseaux permanents regroupant des institutions nationales chargées de la gestion des catastrophes et des

interventions d'urgence, ainsi que d'autres utilisateurs finals et fournisseurs de solutions et de techniques spatiales.

12. Le présent document donne un résumé détaillé des travaux de la Conférence de 2013 et de leurs résultats.

B. Participation

13. UN-SPIDER a aidé financièrement 29 participants d'États Membres choisis en fonction de leur contribution au programme UN-SPIDER et de leur rôle en matière de gestion des catastrophes dans leur pays. D'autres participants ont été choisis en raison de leurs compétences et de leur expérience professionnelles dans le domaine de la gestion des catastrophes et en particulier de l'utilisation des techniques spatiales et des informations géospatiales.

14. L'Organisation de coopération spatiale en Asie et dans le Pacifique, qui a son siège à Beijing, a aidé financièrement 17 autres participants de ses États membres.

15. La Conférence a rassemblé 127 participants de 39 pays qui représentaient plus de 75 organismes (nationaux, régionaux, internationaux, non gouvernementaux et universitaires) appartenant à différentes catégories: organismes de protection civile et de gestion des catastrophes, agences spatiales, établissements de recherche, organismes scientifiques et techniques, agences chargées de l'environnement et des ressources naturelles et autres organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

16. Étaient représentés à la Conférence, les pays suivants: Afghanistan, Allemagne, Australie, Bangladesh, Bhoutan, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chine, Congo, Costa Rica, Égypte, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Ghana, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Îles Salomon, Italie, Kenya, Luxembourg, Malawi, Mongolie, Mozambique, Népal, Nigéria, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Soudan, Thaïlande, Turquie et Viet Nam.

17. Des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement, du Programme alimentaire mondial, de la Commission économique pour l'Afrique, du Bureau des affaires spatiales, et de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) ont également assisté à la Conférence.

C. Programme

18. Lors de la cérémonie d'ouverture de la Conférence, des allocutions ont été prononcées par des représentants du Ministère chinois des affaires civiles, de l'Agence spatiale chinoise, du Ministère chinois des affaires étrangères, d'UN-SPIDER, de l'Académie chinoise des sciences et de l'Organisation de coopération spatiale en Asie et dans le Pacifique.

19. Les séances plénières ont commencé par deux allocutions prononcées par des représentants de l'Académie chinoise des sciences et d'UN-SPIDER. Ces allocutions ont contribué à donner le ton de la Conférence.

20. Au total, cinq séances plénières et trois séances de groupes de travail consacrées à des questions techniques se rapportant au thème de la Conférence ont eu lieu. Les trois groupes de travail ont débattu de la surveillance des sécheresses, des activités d'appui consultatif technique d'UN-SPIDER et des progrès des techniques de gestion des risques de catastrophe. Les participants à la Conférence ont également été invités à visiter le Centre chinois pour les banques de données des satellites et leurs applications.

21. En tout, 47 exposés ont été présentés lors de la Conférence, dont 35 lors des 5 séances plénières et 12 lors des séances des groupes de travail. Un résumé de chaque séance est présenté ci-dessous.

II. Résumé des séances plénières

22. Au cours de la première séance, consacrée aux initiatives, programmes et projets opérationnels relatifs à l'identification, à l'évaluation et à la surveillance des risques de catastrophe, cinq exposés ont été présentés sur les sujets ci-après: construction et développement du système national opérationnel de prévention des risques de catastrophe et de secours en Chine; évaluation des résultats des missions d'assistance technique d'UN-SPIDER; rôle du Centre régional de cartographie des ressources pour le développement dans la prévention des risques de catastrophe dans ses États membres; activités de l'Organisation de coopération spatiale en Asie et dans le Pacifique relatives à la gestion des risques de catastrophe fondée sur des moyens spatiaux; et audit de la gestion des risques de catastrophe.

23. Au cours de la deuxième séance, consacrée à la recherche-développement de pointe sur l'utilisation de l'information d'origine spatiale aux fins de l'évaluation des risques de catastrophe, 10 exposés ont été présentés sur les sujets suivants: intégration des informations sur les catastrophes – questions clefs et solutions possibles; évaluation et études de modélisation des risques d'inondation en Asie et en Afrique par l'Institut international de gestion des ressources en eau; cartographie mondiale de l'occupation des sols à une résolution de 30 mètres et application des données; intérêt de l'imagerie haute résolution de DigitalGlobe pour la gestion des risques de catastrophe; système informatique d'application de la télédétection en cas de catastrophe fondé sur un projet haute résolution; utilisation des données du Satellite d'observation de la Terre (EOS) aux fins de l'identification et de l'évaluation des risques de catastrophe; traitement et gestion des images de télédétection pour les interventions d'urgence en cas de catastrophe; modélisation par intelligence artificielle des fonctions de régulation des crues et des services assurés par les écosystèmes; travaux de recherche sur une application intégrée de prévention des risques fondée sur le système de navigation par satellite BeiDou; utilisation de la technologie satellitaire pour prévenir les accidents maritimes et y faire face.

24. Au cours de la troisième séance, consacrée au mécanisme de coopération pour une meilleure gestion des risques de catastrophe, cinq exposés ont été présentés sur les sujets suivants: synergie entre différentes initiatives de collaboration dans le domaine spatial pour une amélioration de l'aide en cas de catastrophe; recours à la technologie spatiale pour atténuer les effets des catastrophes; présentation du système de prévention des catastrophes fondé sur le Système mondial de navigation

par satellite; application des techniques spatiales à la gestion des catastrophes en Afrique de l'Ouest; et investissements consacrés à la prévention des risques de catastrophe au Mozambique.

25. Au cours de la quatrième séance, consacrée à la préparation d'une intervention efficace en cas de catastrophe et à l'établissement rapide de cartes grâce à la connaissance des risques, cinq exposés ont été présentés sur les sujets suivants: surveillance des sécheresses agricoles; application de modèles de systèmes d'information géographique en trois dimensions pour appuyer l'analyse et la gestion des risques au camp de la Mission de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour; activités spatiales pour les interventions en cas de catastrophe en Indonésie; observatoire national chinois des catastrophes; et activités du Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes en matière de prévention des risques de catastrophe.

26. Au cours de la cinquième séance, consacrée à l'expérience et aux meilleures pratiques nationales, cinq exposés ont été présentés sur les sujets suivants: service d'information d'origine spatiale aux fins de la cartographie des inondations; les interventions d'urgence au Ghana; images satellitaires utilisées lors des inondations de 2013 au Soudan; lancement de programmes de formation à la gestion des catastrophes dans des universités de pays en développement; rôle de l'Université nationale des sciences et des techniques dans le renforcement de la capacité du Pakistan à résister aux catastrophes.

27. Chaque séance a donné lieu à des discussions.

III. Résumé des discussions des groupes de travail

A. Surveillance des sécheresses

28. Plus de 35 personnes ont participé à la discussion sur la surveillance des sécheresses, qui a porté sur trois domaines principaux: techniques et méthodes d'évaluation et de surveillance des sécheresses; renforcement des capacités d'utilisation des méthodes et des modèles de surveillance des sécheresses; et mécanismes de coopération avec la Chine, ainsi qu'avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales.

29. Les cinq exposés résumés ci-dessous ont été présentés.

30. Le premier exposé, qui a été présenté par un représentant du Centre international chinois de prévention des risques de sécheresse, portait sur la manière d'améliorer la cartographie et l'évaluation des risques de sécheresse au moyen du modèle appliqué par le Centre qui est facile à utiliser et gratuit. Ce modèle repose sur une base de données exploitant des données socioéconomiques, des données météorologiques, des couches SIG et des données de télédétection spatiale dont la résolution va de 30 mètres à 1 kilomètre. Il fournit des indices et des cartes thématiques, par exemple sur les pénuries d'eau et les sécheresses dans la corne de l'Afrique.

31. Le deuxième exposé, qui a été présenté par un représentant de l'Université normale de Beijing, portait sur l'expérience de l'Université en matière de modélisation. Le modèle de l'Université, qui est complexe, est fondé sur la

comparaison de deux indices établis au moyen du spectroradiomètre imageur à résolution moyenne (MODIS), à savoir l'indice de végétation par différence normalisée qui donne des informations météorologiques (température, précipitations et humidité) et agrométéorologiques. Ce modèle a été validé par des données d'observation de terrain provenant de sources multiples et on a constaté que, pour ce qui était de surveiller l'apparition des sécheresses et de les catégoriser, il donnait des résultats exacts.

32. Le troisième exposé a été fait par un représentant, de l'organe national de gestion des catastrophes du Kenya, qui a présenté le modèle d'interconnexion de la communauté et de la technologie utilisé dans le pays pour évaluer et surveiller les risques de sécheresse. Ce modèle combine des indicateurs physiques (dont les précipitations et l'humidité du sol), des indicateurs agricoles (dont le couvert végétal et le rendement des récoltes) et des indicateurs sociaux (stocks de produits alimentaires et de semences). Ces indicateurs sont recueillis au niveau des foyers dans des zones échantillons. Les principales sources de difficultés pour ce modèle sont la grande étendue de ces zones et leur manque d'homogénéité du point de vue de l'environnement et des moyens de subsistance, ainsi que l'accès limité aux données de télédétection.

33. Le quatrième exposé a été fait par un représentant du département de la gestion des catastrophes du Malawi. Le principal problème qui a été souligné est la fréquence accrue des sécheresses et des inondations dans le sud du pays. Le département manque d'informations et de techniques spatiales pour en assurer l'évaluation et la surveillance. Le pays a commencé à agir pour atténuer les effets des sécheresses en encourageant la culture de plantes résistantes à la sécheresse comme le manioc, la récupération de l'eau, l'agriculture douce et l'élevage de chèvres.

34. Le cinquième exposé a été fait par un représentant du Programme alimentaire mondial (PAM), qui a souligné les points forts du PAM en matière de systèmes d'information géographique et de cartographie. Celui-ci utilise différents produits pour ses interventions d'urgence et ses activités d'appui logistique, d'analyse et de planification, comme des estimations des précipitations et l'indice de végétation par différence normalisée qui sont obtenus essentiellement à partir de données gratuites fournies par des satellites basse résolution. Des données de télédétection à haute résolution étaient nécessaires.

35. Les résultats de la discussion ont été les suivants:

a) Le groupe a pris acte avec satisfaction du niveau technologique avancé de la Chine ainsi que de son expérience en matière de modélisation des sécheresses, qui peut être mise à profit par d'autres pays;

b) Le groupe a examiné un problème persistant, à savoir l'accès insuffisant des pays africains aux données de télédétection, en particulier aux données à haute résolution, ainsi que la capacité limitée de ces pays en matière de traitement des données et de modélisation des sécheresses. Il a été proposé de renforcer les capacités et pris acte des efforts et de l'appui d'UN-SPIDER;

c) La coopération avec la Chine ainsi qu'avec l'ONU et d'autres organisations internationales a été encouragée et les efforts déployés par

UN-SPIDER à cet égard ont été notés avec satisfaction. UN-SPIDER a été invité à promouvoir des mécanismes efficaces en vue d'une coopération future.

B. Activités d'appui consultatif technique d'UN-SPIDER

36. Le but de ce groupe de travail était de permettre aux pays qui avaient accueilli des missions de conseil technique d'UN-SPIDER de partager leur expérience et de renseigner les autres pays sur ces activités. Le groupe de travail a aussi examiné la manière dont ces missions avaient été menées et les moyens d'en évaluer les effets, ainsi que les activités de suivi dans les pays où des missions avaient déjà eu lieu.

37. Au début de la séance, un représentant d'UN-SPIDER a donné un aperçu des missions consultatives techniques menées dans différents pays. Cinq exposés ont ensuite été faits sur les sujets suivants: types de catastrophes en Afghanistan et gestion des catastrophes; applications de la technologie spatiale pour la gestion des catastrophes au Viet Nam; logiciel de cartographie pour la gestion des catastrophes au Burkina Faso; système national chinois d'information sur les catastrophes et état de la couverture mondiale du satellite chinois HJ-1.

38. Les participants ont examiné la manière dont les missions consultatives techniques avaient été menées et proposé d'éventuelles améliorations. Toutes les missions avaient été bien préparées et la pratique actuelle consistant à prévoir cinq jours par mission devrait être maintenue. Il a notamment été proposé d'élaborer des modèles et un manuel de base pour faciliter la tâche de l'équipe d'experts. Certains experts ont estimé qu'il était important d'effectuer des visites sur des lieux de catastrophes pendant les missions.

39. Pour ce qui est de l'analyse des effets, chaque représentant de pays a présenté les progrès accomplis après la mission dans son pays et exposé les plans pour l'avenir. Le sentiment général était que ces effets devaient être évalués sur le long terme car de nombreux organismes participaient à la mise en œuvre des recommandations des missions. Dans plusieurs pays, les missions avaient suscité une prise de conscience chez de nombreuses parties prenantes. Le groupe a proposé d'élaborer des indicateurs permettant d'évaluer les effets des missions consultatives techniques.

40. Des experts de divers organismes ont évoqué l'appui qu'ils pourraient apporter à ces activités et se sont déclarés désireux de collaborer avec UN-SPIDER.

41. La discussion a permis de définir des activités concrètes pour les États Membres et UN-SPIDER en 2014, notamment des demandes d'envoi de nouvelles missions consultatives techniques dans certains pays asiatiques et africains et des activités de suivi pour les États Membres où de telles missions avaient déjà été effectuées.

C. Progrès techniques en matière de gestion des risques de catastrophe

42. Le groupe de travail a examiné les quatre questions suivantes:

a) Les pays devraient-ils posséder leurs propres satellites pour accéder à l'information d'origine spatiale? Quelle est la meilleure stratégie: lancer ses propres satellites ou recourir aux données provenant de satellites étrangers?

b) Les drones sont de plus en plus utilisés pour la surveillance des catastrophes. Peuvent-ils être intégrés en tant que "système" supplémentaire au Réseau mondial des systèmes d'observation de la Terre? Sont-ils pris sérieusement en considération par le Comité sur les satellites d'observation de la Terre?

c) Un grand nombre de données et d'outils permettent aujourd'hui une préparation efficace aux catastrophes. Les organismes de gestion des catastrophes utilisent-ils ces outils?

d) L'évaluation des risques est une science éprouvée; pourtant, rares sont les travaux visant à réaliser des évaluations complètes des différents risques et facteurs de vulnérabilité à l'échelon national. Quelles sont les difficultés?

43. Un résumé des discussions sur ces quatre questions est présenté dans les paragraphes qui suivent.

44. L'Australie ne possédait pas ses propres satellites de télédétection mais était le principal utilisateur de données fournies par des satellites étrangers et exploitait des données libres. S'agissant de la question de savoir quelle était la meilleure stratégie, il a été dit qu'il était préférable d'utiliser au maximum les satellites existants au lieu d'en lancer de nouveaux. Toutefois, on ne disposait pas d'un nombre suffisant d'exemples attestant qu'il était économiquement avantageux d'utiliser des archives de données satellitaires, payantes ou non.

45. La collaboration bilatérale et régionale en matière d'exploitation des ressources spatiales, notamment lorsqu'il s'agissait de lancer des constellations de satellites et d'investir pour assurer l'accès aux données et leur mise en commun, est privilégiée par les pays africains en développement, les petits pays n'étant pas en mesure de lancer des satellites. Il était nécessaire d'améliorer la coopération régionale et le partage des responsabilités. On a cité à titre d'exemples les efforts faits par des pays européens pour fournir des informations météorologiques à des pays africains et plusieurs programmes régionaux de surveillance des ressources naturelles en Afrique. La possibilité de créer une plate-forme d'information afin de faire mieux connaître les moyens spatiaux existants pour faciliter l'accès aux données satellitaires avec l'aide d'UN-SPIDER a été examinée. Cette plate-forme pourrait être créée sur le portail de connaissances d'UN-SPIDER.

46. Les participants de la Chine, des États-Unis d'Amérique et de l'Indonésie ont fait savoir qu'ils utilisaient des drones pour évaluer les dommages causés par les catastrophes. Toutefois, l'instauration de liens de collaboration dans ce domaine se heurtait à de nombreuses difficultés (problèmes juridiques, protection de la vie privée/sensibilité des données, couverture limitée, absence de normes et acquisition de vastes collections de données, par exemple). Le Réseau mondial des systèmes

d'observation de la Terre examinait actuellement la possibilité d'utiliser des drones pour compléter les systèmes spatiaux d'observation de la Terre.

47. Les participants du PAM ont évoqué le rôle de celui-ci dans la planification anticatastrophe, ainsi que l'action commune qu'il menait avec d'autres parties prenantes, notamment des organisations non gouvernementales, des gouvernements et des organisations internationales. La difficulté de la tâche du PAM tenait au fait qu'il devait intervenir dans différents pays où les situations étaient différentes. Les modèles se révélaient souvent peu fiables lorsque les circonstances changeaient, faute d'information sur les facteurs de vulnérabilité. L'absence de lien entre les risques et les situations d'urgence était également une source de préoccupation: les interventions d'urgence étaient souvent un domaine sur lequel on mettait plus volontiers l'accent en raison de leur visibilité et de l'attention que leur accordaient les gouvernements. Par conséquent, la prévention des risques n'a pas suffisamment été prise en compte. Il a également été dit qu'il était nécessaire que la population ait davantage conscience de l'intérêt de l'information d'origine spatiale. L'absence de discussions entre la communauté spatiale et les utilisateurs finals était l'un des facteurs responsables de cette lacune. Les projets de cartographie des risques devraient mettre à profit les connaissances locales et tenir compte des besoins des utilisateurs finals. Il pourrait être nécessaire que les utilisateurs achètent les produits et services proposés par les professionnels de la cartographie.

48. Pour que l'évaluation des risques corresponde à la situation réelle sur le terrain, il faudrait tenir compte de cette situation, en intégrant les données de télédétection aux données *in situ*. La réalisation d'une évaluation des risques nécessitant des informations de plusieurs organisations dans un pays, il importait d'améliorer le partage de l'information à l'échelon national. Le fossé qui séparait la communauté scientifique et le personnel de terrain pourrait être réduit par une meilleure communication entre les parties prenantes. Les pays devraient organiser des activités de renforcement des capacités pour mieux faire connaître les risques. Les connaissances concernant les risques devraient être transmises à tous les niveaux du système éducatif, et des activités de sensibilisation et de formation continues devaient être organisées à l'intention des organismes de gestion des catastrophes. Il faudrait toutefois simplifier les méthodes d'évaluation des risques afin qu'elles puissent être utilisées de façon plus efficaces par les pays qui ne maîtrisaient pas encore les nouvelles technologies.

IV. Conclusion et étapes suivantes

49. La Conférence internationale des Nations Unies sur les technologies spatiales aux fins de la gestion des catastrophes: identification, évaluation et surveillance des risques de catastrophe s'est appuyée sur les conclusions des discussions tenues lors des conférences de 2011 et de 2012. UN-SPIDER avait contribué à financer la participation à ces trois conférences de représentants d'organismes nationaux de gestion des catastrophes de pays en développement et de bureaux régionaux d'appui, ainsi que de représentants et d'experts de la communauté spatiale. Ces conférences avaient ainsi grandement contribué à renforcer les liens entre les responsables de la gestion des catastrophes et les spécialistes des techniques spatiales.

50. Les 35 exposés présentés lors des cinq séances plénières ont largement couvert les applications des techniques spatiales, notamment les initiatives, programmes et projets opérationnels, la recherche-développement de pointe, les mécanismes de coopération, l'élaboration de plans efficaces et l'établissement rapide de cartes grâce à la connaissance des risques, et les expériences et meilleures pratiques à l'échelon national.

51. Les groupes de travail ont permis aux États Membres de procéder à des échanges de vues sur la collaboration avec UN-SPIDER et les organisations partenaires.

52. La Conférence a également donné aux États Membres dans lesquels UN-SPIDER avait mené des missions consultatives techniques la possibilité de rendre compte des progrès qu'ils avaient réalisés dans la mise en œuvre des recommandations des missions.

53. Les États Membres, UN-SPIDER, les bureaux régionaux d'appui d'UN-SPIDER, les entités du système des Nations Unies et les organisations internationales et régionales apparentées ont mis à profit plusieurs éléments de la Conférence pour l'élaboration de leurs plans de travail pour 2014 et prévoient d'organiser des activités concrètes avec UN-SPIDER.

54. Les participants ont estimé que la Conférence devrait continuer d'avoir lieu chaque année et que ses thèmes et ses discussions devraient être davantage axés sur des sujets précis.

55. Les participants à la Conférence ont noté avec satisfaction le soutien du Ministère chinois des affaires civiles, de l'Agence spatiale chinoise, du Ministère chinois des affaires étrangères, du Ministère chinois des finances, de l'Organisation de coopération spatiale en Asie et dans le Pacifique, et de DigitalGlobe.

56. À la session de clôture, des représentants du Centre national chinois de prévention des catastrophes et de l'Agence spatiale chinoise ont pris acte de la réussite de la Conférence, fait des propositions intéressantes concernant la mise à profit des compétences chinoises et affirmé leur volonté de soutenir ce processus. Le représentant d'UN-SPIDER a fourni des informations sur le processus de consultation des parties prenantes, qui contribuera à définir les orientations du programme UN-SPIDER.